



Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 4 février au 10 février 2021

Mexique

2019 – PIB : 1258 Mds USD | Pop : 127 M hbts

COVID-19

A la fin de la journée du 10 février, le Mexique enregistrait 169 760 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit + 5,3% de décès supplémentaires en une semaine. 1 957 889 cas confirmés ont été enregistrés (+ 3,8 % en une semaine).

Finances publiques

Selon une enquête menée par Crédit Suisse, les investisseurs anticipent un moindre risque de dégradation de la note souveraine du Mexique au cours des prochaines années. Malgré l'augmentation de la dette publique et la crise économique, la discipline budgétaire a rassuré les investisseurs quant à la possibilité d'un déclassement de la note souveraine du Mexique en dessous de la catégorie d'investissement. Les experts indiquent qu'en dépit de cela, le risque d'un ajustement de la notation souveraine du pays est lié notamment à la situation financière de Pemex et aux réformes récemment proposées sur le secteur énergétique.

Economie

Le taux d'inflation s'est élevé à 3,54 % en janvier, son plus haut niveau depuis octobre 2020, selon l'Institut national des statistiques et de la géographie (INEGI). Ainsi, l'inflation se situe toujours dans la fourchette cible de Banxico (3 % +/- 1%). Les prix des produits agricoles ont augmenté de 2,64 %, tandis que les produits énergétiques ont augmenté de 2,62 %, g.a. Le taux d'inflation mensuel a affiché une variation de 0,86% g.m, selon les données de l'Inegi.

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a repris, lors de sa première réunion de 2021, sa politique d'assouplissement monétaire en abaissant le taux directeur, conformément aux attentes de la plupart des acteurs sur les marchés. L'institution a réduit, par décision unanime, le taux directeur de 25 points de base, à 4%, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis 2016.

La pandémie de COVID-19 pourrait générer une augmentation de la pauvreté de 8,9 à 9,8 M de personnes et près de 10,7 M de personnes pourraient se retrouver sous le seuil de l'extrême pauvreté (contre 6,1 M avant la pandémie) selon le rapport préparé par le Conseil national pour l'évaluation de la politique de développement social (CONEVAL). La crise économique engendrée par la pandémie pourrait neutraliser les progrès réalisés en termes de réduction de la pauvreté accomplis au cours de la dernière décennie (recul du taux de pauvreté de 44,4 à 41,9% de 2008 à 2018).

Le ministère des Finances a lancé le Programme de Soutien Financier aux Micro-Entreprises Familiales (Crédit au Monde). L'agence a déclaré qu'elle prévoit d'accorder 60 000 subventions de 25 000 MXN (1 253 USD), ce qui représente pour le gouvernement un total de 1,6 Md MXN (80 M USD): 20 000 aides seront accordées aux microentreprises qui n'ont pas licencié de personnel pendant la pandémie, 20 000 autres aides seront accordées aux femmes à la tête d'une entreprise et enfin, 20 000 autres aides seront accordées aux microentreprises familiales.

En janvier 2021, les retraits des fonds de pension en raison de chômage ont atteint un nouveau record pour un premier mois de l'année à 1,6 Md MXN (80 M USD) selon les chiffres publiés par la Commission nationale du système d'épargne retraite (Consar). Abraham Vela, président du Consar, a déclaré qu'environ 142 257 travailleurs ont effectué des retraits de leurs plans de pensions, ce qui est proche de la moyenne mensuelle enregistrée au cours des 12 mois de l'année dernière. Le retrait moyen par travailleur en janvier 2021 était de 11 521,4 MXN (577 USD), alors qu'en 2020, il était de 10 703 MXN (536 USD). En 2020, après l'augmentation du chômage formel due à la pandémie, 1,7 M de travailleurs supplémentaires avaient effectué des retraits partiels de leur fonds de pension, pour un montant total de 20,6 Mds MXN (1 Md USD), soit une hausse de 61,3% g.a.

L'activité industrielle au Mexique a chuté de 10,2 % g.a en 2020, soit son pire déclin en 25 ans, en raison de la pandémie de COVID-19, selon les données de l'Inegi. Ainsi, le chiffre de 2020 dépasse la chute enregistré en 1995, lorsque l'activité industrielle avait affiché une baisse de 10,8 %. De manière désagrégée, le secteur de la construction a enregistré la plus forte contraction avec une baisse de 17,5 % en 2020. D'autre part, le secteur manufacturier a affiché une baisse de 10,2 % g.a.

Selon le dernier rapport COVID-19 du CEPAL, la pandémie a effacé au moins dix ans de progrès dans la participation des femmes au marché du travail dans la région latino-américaine. Au Mexique le taux de participation des femmes a atteint 35,3% en 2020, soit une perte de 0,9 points de pourcentage par rapport au niveau pré-pandémique (contre une diminution de 6 points de pourcentage pour la région d'Amérique latine).

[Entreprises et grands contrats](#)

Un manque à gagner de 13,5 Mds USD pour le secteur touristique mexicain en 2020. Les dépenses totales des touristes internationaux se sont élevées à 11,2 Mds USD, soit une baisse de 55 % g.a, (24,6 Mds USD en 2019). Les arrivées de touristes internationaux ont également subi la plus importante baisse jamais enregistrée, à 24,3 M de voyageurs, ce qui représente une baisse de 46 % g.a.

[Actualités agricoles et agroalimentaires](#)

Dernière ligne droite dans la négociation de l'ouverture du marché des pommes françaises. Une réunion entre la DGAL et les autorités sanitaires mexicaines (Senasica) sur le protocole phytosanitaire a permis d'identifier les derniers points sur lesquels la partie Mexicaine nécessite des précisions avant d'accepter les contre-propositions françaises. Les premières tentatives d'ouverture de ce marché datent de 2014.

Les banques communautaires de semences connaissent un essor rapide, avec l'appui du Fonds pour l'environnement mondial. Le service national d'inspection et de certification des semences

(SNICS) en a enregistré plus de 25 dans tout le pays, dont près de la moitié sont dans l'Etat de Oaxaca où 12 autres projets sont en cours.

| Indicateur | Variation hebdomadaire | Variation sur un an glissant | Niveau du 10/02/2021 |
|--------------------------|------------------------|------------------------------|----------------------|
| Bourse (IPC) | +1,70% | +1,97% | 44 707,20 points |
| Taux de change USD/Peso | -1,30% | + 6,78 % | 19,93 USD/MXN |
| Taux de change Euro/Peso | -0,5 % | + 18,76 % | 24,20 EUR/MXN |
| Prix du baril mexicain | +7,69% | +30,67% | 57,13 USD/Barils |

AMERIQUE CENTRALE

2019 – PIB : 271 Mds USD | Pop : 49 M hbts

| Pays | Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 10 février 2021</i> |
|-------------------|--|
| Costa Rica | 198 338 <i>Décès : 2 701</i> |
| Guatemala | 164 746 <i>Décès : 5 989</i> |
| Honduras | 157 468 <i>Décès : 3 806</i> |
| Nicaragua | 6 347 <i>Décès : 171</i> |
| Panama | 329 367 <i>Décès : 5 550</i> |
| Salvador | 56 653 <i>Décès : 1 709</i> |

Régional

La BCIE (Banque centraméricaine d'intégration économique) a émis sur les marchés internationaux la première « obligation sociale » pour le financement de projets luttant contre les disparités sociales. La Banque n'a pas encore précisé si les fonds levés serviront à l'ensemble de la région Amérique centrale ou seulement les pays les plus touchés par la pauvreté et les inégalités. Les obligations ont été émises pour une durée de cinq ans pour un total de 500 M USD avec un coupon de 1,14% et ont fait l'objet d'une demande deux fois supérieure de la part des investisseurs internationaux. Le Président de la BCIE a souligné son souhait de renforcer les opérations de la Banque dans le développement social notamment par des programmes de sécurité alimentaire, d'infrastructure et d'accès aux services essentiels.

Belize

2019 – PIB : 1,9 Mds USD | Pop : 390 K hbts

Le Ministère de la Santé a confirmé l'arrivée de 100 800 doses du vaccin AstraZeneca via l'instrument de financement Covax à la fin du mois d'avril. En sus, le Belize a accepté un don de 20 000 doses du vaccin russe Spoutnik 5 offert par la Russie et prendra part à la plateforme

africaine de fourniture médicale lui permettant d'avoir accès à 81 697 doses supplémentaires. Au 10 février le Belize enregistrait 12 107 cas positifs confirmés et 313 morts en raison de l'épidémie.

Costa Rica

2019 – PIB : 61,7 Mds USD | Pop : 5 M hbts

Le taux d'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), a montré une variation interannuelle de 0,96% en janvier 2021. L'indicateur reste en dessous de la fourchette cible de la Banque centrale du Costa Rica, qui se situe entre 2% et 4%. Rodrigo Cubero, président de la BCCR a expliqué qu'il serait possible que l'inflation reste faible au cours de l'année 2021 car le pays manque de pressions inflationnistes. Cela résulterait de plusieurs facteurs, l'un d'eux étant la faiblesse du prix du pétrole (le Costa Rica est un pays importateur donc il n'aura pas de pression à la hausse pour cette matière première). De plus, la combinaison du choc économique provoqué par la crise du COVID-19 et d'un taux de chômage élevé, engendre des pressions à la baisse sur les prix. L'inflation devrait donc se maintenir à un niveau relativement bas jusqu'en 2022.

Honduras

2019 – PIB : 25,1 Mds USD | Pop : 9,7 M hbts

Le solde de la dette extérieure hondurienne a atteint 11 Mds USD sur les onze premiers mois de l'année 2020 soit une augmentation de 22% g.a pour atteindre 74,5% du PIB. Cette augmentation s'explique par un décaissement net de 1,4 Md USD et une dépréciation du Lempira face aux principales monnaies entraînant une augmentation du solde dû. La banque centrale a précisé que 95% de la dette externe est contractée à long terme et que la part de la dette publique atteignait 85% du total. 61% de la dette extérieure a été contractée auprès d'agences multilatérales, 26% auprès d'institutions financières internationales et 13% en bilatéral.

Guatemala

2019 – PIB : 76,7 Mds USD | Pop : 16,6 M hbts

L'agence pour les exportations AgExport a identifié treize pays et neuf Etats américains comme marchés porteurs pour les exportations en 2021 permettant de générer plus d'un milliard de dollars d'exportations nouvelles. L'association des exportateurs prévoit notamment de développer les relations commerciales avec la Chine dans le secteur agroalimentaire. Les Etats-Unis représentent le premier relais de croissance avec 436 M USD de potentiel de hausse des exportations, suivis par le Salvador (121 M USD) et le Canada (112 M USD). L'industrie manufacturière, l'agriculture et la pêche ont été identifiées comme les trois secteurs prioritaires pour les exportations.

Le Guatemala a enregistré un taux d'inflation mensuel annualisé de 5,24% à fin janvier 2021, soit trois fois supérieur au taux à fin janvier 2020 et hors de l'objectif de la Banque centrale de 4±1%. Certains produits ont connu de fortes hausses sur le premier mois de l'année, malgré le choix du Président Giammattei de laisser inchangés les salaires minimum pour l'année. Pour rappel, l'institut national de statistique avait effectué une révision de 16% à la baisse du prix du panier

des ménages en décembre en rééquilibrant notamment le poids des produits alimentaires dans

Nicaragua

2019 – PIB : 12,5 Mds USD | Pop : 6,5 M hbts

le panier global à 90,4% contre 72% précédemment.

L'Assemblée nationale a approuvé une réforme de la Loi sur les consommateurs interdisant aux banques de fermer des comptes d'utilisateurs ou annuler des opérations bancaires unilatéralement. Cette réforme aura notamment pour conséquence d'obliger les banques locales à rouvrir les comptes des personnalités sanctionnées par l'OFAC. L'Association des banques privées du Nicaragua (Asobanp) s'est émue d'une loi liberticide pour les entreprises et encourageant les pratiques favorisant le blanchiment d'argent. Le secteur privé a par ailleurs indiqué être inquiet sur un éventuel passage en liste noire du GAFI, en sus d'un risque de coupure du système bancaire local des réseaux internationaux (financement multilatéraux et commerciaux, remesas, cartes de crédit...). Le parti sandiniste a quant à lui précisé que la réforme visait à empêcher la suspension des comptes bancaires utilisés par les familles des individus sous sanctions.

Le Nicaragua pourrait recevoir 50 M USD additionnels (pour atteindre 100 M USD) de subvention de la BCIE pour l'achat de vaccins dans le cadre du Programme d'aide face à la Covid 19 et pour la réactivation économique. Le Nicaragua ambitionne de vacciner 55% de sa population dans un premier temps via l'achat des vaccins Russe Sputnik et Indien Covishield. Le gouvernement n'a pas annoncé pour l'heure une date pour l'arrivée des premiers vaccins ni un plan de

Panama

2019 – PIB : 66,8 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

vaccination national précisant si la vaccination sera gratuite ou non.

La crise rencontrée par le système de retraite de la Caisse de la Sécurité Sociale (CSS) génère des risques majeurs pesant sur le budget panaméen à moyen terme, selon l'agence de notation Fitch Ratings. Celle-ci a donc réduit la semaine dernière la note souveraine du pays de BBB à BBB-. Elle estime que les réserves du programme de retraite pourraient s'épuiser d'ici à 2025, ce qui causerait un problème pour le paiement des retraites.

Le Ministère de l'économie et des finances a alloué un total de 1,405 Mds USD aux institutions pour faire face à la pandémie de coronavirus. Aussi, sur les 6,838 Mds USD acquis au titre de dette en 2020, 1,405 Mds USD ont été transférés à des institutions pour faire face à la pandémie (environ 20%) : Sur ce montant, 1,068 Mds USD ont été utilisés pour le programme Panama Solidario ; 291,6 M USD pour le Ministère de la santé, et 35,9 M USD pour le Ministère de la sécurité. Le Ministère de l'économie et des finances fait état d'un solde total de la dette de 36,959 Mds USD, dont 8,178.6 Mds USD dollars correspondent à des bons du Trésor et 21,126 Mds USD dollars à des prêts auprès d'organismes multilatéraux, soit un endettement de 60% du PIB.

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

L'agence de notation Moody's a modifié de stable à négative la perspective de notation du Salvador, maintenue à B3. L'agence justifie ce changement de perspective par une détérioration de la dette, un risque de manque de liquidités face aux besoins de financements et des risques sur la mise en œuvre des ajustements budgétaires et fiscaux des autorités. Moody's prévoit que durant les deux prochaines années, les besoins de financement atteindront entre 16 et 18% du PIB par an alors que la dette à court terme représentera 50% des sources de financement pour l'année 2021. L'agence souligne par ailleurs que le système bancaire local ne pourra pas augmenter de manière importante son exposition aux LETES (prêts du Trésor) salvadoriens, qui ont déjà atteint un montant historique de 1,4 Md USD, soit une hausse de 75% par rapport aux chiffres pré pandémie.

Le cercle de réflexion Fusades appelle le gouvernement à modifier le Budget pour l'année 2021 qui ne répond pas selon lui aux critères constitutionnels de préservation de l'équilibre économique et aux besoins financiers pour la lutte contre la Covid-19 et le changement climatique. La Fusades regrette par ailleurs l'approbation de ce Budget par le Parlement sans modification et a demandé à la Cour des comptes, la chambre constitutionnelle et au Procureur Général de « suivre ces irrégularités ». Un accord avec le FMI, actuellement en négociation, permettrait au pays de définir une ligne de conduite sur la gestion de sa dette et sur la bonne conduite du budget.

CARAÏBES

2019 – PIB : 213 Mds USD | Pop : 36 M hbts

Nombre de décès liés au COVID-19

Pays

Données officielles au 10 février 2021

| | |
|------------------------|---|
| République dominicaine | 226 714 (+3,5%) <i>Décès : 2 904</i> |
| Haïti | 11 991 (+2,6%) <i>Décès : 246</i> |
| Jamaïque | 18 237 (+13,5%) <i>Décès : 363</i> |
| Cuba | 35 772 (+20,9%) <i>Décès : 253</i> |

Cuba

2018 – PIB: 100 Mds USD | Pop : 11,3 M hbts

Nouvelle étape vers l'ouverture au secteur privé ? Le 5 février 2021, le Conseil des ministres a approuvé une mesure pour le « perfectionnement du travail pour compte-propre ». Fin 2020, l'île comptait plus de 600 000 entrepreneurs privés, soit 13% de la population active, employés majoritairement dans la gastronomie, les transports et la location de chambres aux touristes. Autorisé sur l'île depuis les années 1990, le travail pour compte propre a connu un essor à partir de 2010, mais demeurait cependant cantonné à une liste d'activités permises (127) fixée par l'Etat cubain. Cette dernière sera remplacée par une liste de 124 activités interdites ou limitées, en autorisant de facto plus de 2 000. Il sera également désormais possible de mener plusieurs activités sans avoir besoin de plusieurs permis. En parallèle, les démarches administratives pour l'obtention d'une licence de travailleur pour compte-propre seront flexibilisées avec notamment la mise en place d'un guichet unique. Le système tributaire sera également modifié.

Annoncée dès juillet 2021 dans le cadre de la stratégie économique et sociale, cette réforme était attendue. Elle devrait permettre l'expansion du secteur privé au milieu de la crise économique que traverse le pays et en pleine mise en place de l'*ordenamiento monetario* depuis le 1^{er} janvier 2021. Elle s'inscrit dans la continuité de l'accès du secteur privé au marché de gros ainsi qu'à l'importation/exportation par le biais d'une entreprise publique décidés en octobre 2020. La date de mise en place de la mesure n'a néanmoins pas encore été publiée.

République dominicaine

2019 – PIB : 88,9 Mds USD | Pop : 10,7 M hbts

La République Dominicaine a lancé un appel d'offres pour la mise en œuvre du réseau 5G dans le pays, afin de réduire la fracture numérique et ainsi les inégalités. Avec le soutien de consultants de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), l'Institut Dominicain des Télécommunications (INDOTEL) a établi les conditions détaillées dans l'appel d'offres : empêchant ainsi la participation des gouvernements ou des entités étrangères appartenant à un gouvernement. La réponse est attendue le 17 mai.

La pandémie de COVID-19 a affecté le secteur financier dominicain : en 2020, le portefeuille de prêts du secteur financier consolidé n'a augmenté que de 0,7%, soit sa pire performance depuis la crise financière de 2003. A titre de comparaison, la croissance annuelle moyenne du portefeuille de prêts du secteur financier au cours de la dernière décennie était de 11,8%. Aussi, les services financiers sont restés actifs pendant les pires mois de la crise sanitaire, mais leur travail consistait davantage à renégocier et à restructurer les crédits qu'à accorder de nouveaux prêts.